

« Un dangereux amalgame »

Lettre ouverte de juifs américains parue dans la revue américaine *nplusone* (n+1), le 2 novembre.

Nous sommes des écrivains, des artistes et des activistes juifs qui souhaitent désavouer le discours largement répandu selon lequel toute critique d'Israël est intrinsèquement antisémite.

Israël et ses défenseurs utilisent depuis longtemps cette tactique rhétorique pour soustraire Israël à toute responsabilité, rendre digne l'investissement de plusieurs milliards de dollars des Etats-Unis dans l'armée israélienne, occulter la réalité mortelle de l'occupation et nier la souveraineté palestinienne. Aujourd'hui, ce bâillon insidieux de la liberté d'expression est utilisé pour justifier les bombardements militaires israéliens en cours sur Gaza et pour faire taire les critiques de la communauté internationale.

Nous condamnons les récentes attaques contre des civils israéliens et palestiniens et déplorons de telles pertes de vies humaines.

Dans notre douleur, nous sommes horrifiés de voir la lutte contre l'antisémitisme utilisé comme prétexte à des crimes de guerre avec une intention génocidaire déclarée.

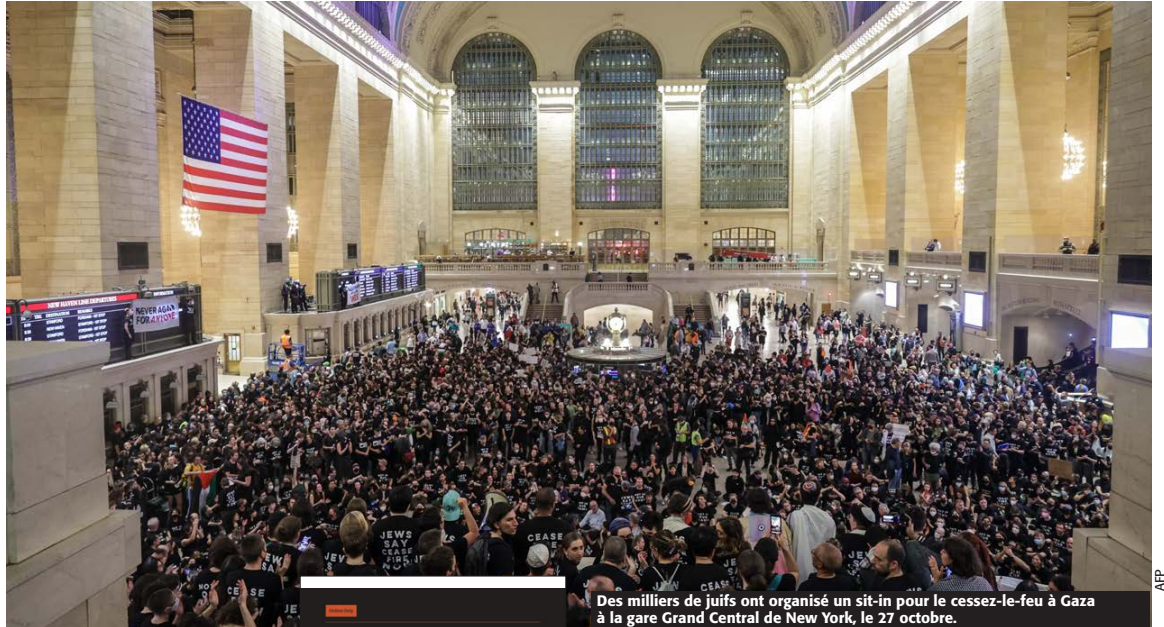
L'antisémitisme est un élément atrocement douloureux du passé et du présent de notre communauté. Nos familles ont échappé aux guerres, au harcèlement, aux pogroms et aux camps de concentration. Nous avons étudié la longue histoire de la persécution et de la violence contre les Juifs et nous prenons au sérieux l'antisémitisme actuel qui met en péril la sécurité des Juifs dans le monde entier.

Ce mois d'octobre a marqué le cinquième anniversaire de la pire attaque antisémite jamais commise aux Etats-Unis : les onze fidèles de Tree of Life – Or L'Simcha à Pittsburgh ont été assassinés par un homme armé qui a épousé des théories conspirationnistes imputant aux Juifs l'arrivée de migrants d'Amérique centrale et qui, ce faisant, a déshumanisé les deux groupes.

Nous rejetons l'antisémitisme sous toutes ses formes, y compris lorsqu'il se présente comme une critique du sionisme ou de la politique d'Israël. Nous reconnaissons également que, comme l'a écrit le journaliste Peter Beinart en 2019, *"l'antisionisme n'est pas intrinsèquement antisémite – et prétendre qu'il l'est utilise la souffrance juive pour effacer l'expérience palestinienne"*. Nous estimons que cette tactique rhétorique est contraire aux valeurs juives, qui nous enseignent à réparer le monde, à remettre en question l'autorité et à défendre l'opprimé contre l'oppressur.

C'est précisément en raison de l'histoire douloureuse de l'antisémitisme et des leçons des textes juifs que nous défendons la dignité et la souveraineté du peuple palestinien. Nous refusons le faux choix entre la sécurité juive et la liberté palestinienne, entre l'identité juive et la fin de l'oppression des Palestiniens.

En fait, nous pensons que les droits des Juifs et des Palestiniens vont de pair. La sécurité de chaque peuple dépend de celle de l'autre. Nous ne sommes certainement pas les pre-



Des milliers de juifs ont organisé un sit-in pour le cessez-le-feu à Gaza à la gare Grand Central de New York, le 27 octobre.

miers à le dire et nous admirons ceux qui ont adopté cette ligne de pensée à la suite de tant de violence.

Nous comprenons l'amalgame qui a été fait entre l'antisémitisme et la critique d'Israël ou du sionisme. Pendant des années, des dizaines de pays ont soutenu la définition de l'antisémitisme de l'Alliance internationale pour la mémoire de l'Holocauste. La plupart de ses onze exemples d'antisémitisme concernent des commentaires sur l'Etat d'Israël, certains d'entre eux étant suffisamment ouverts à l'interprétation pour limiter la portée d'une critique acceptable.

De plus, l'Anti-Defamation League classe l'antisionisme dans la catégorie de l'antisémitisme, malgré les doutes de nombre de ses propres experts.

Ces définitions ont permis au gouvernement israélien d'approfondir ses relations avec les forces politiques d'extrême droite et antisémites, de la Hongrie à la Pologne en passant par les Etats-Unis et au-delà, mettant ainsi en danger les Juifs de la diaspora.

Pour contrer ces définitions générales, un groupe de spécialistes de l'antisémitisme a publié en 2020 la Déclaration de Jérusalem, qui propose des lignes directrices plus spécifiques pour identifier l'antisémitisme et le distinguer de la critique et du débat autour d'Israël et du sionisme.

Les accusations d'antisémitisme à la moindre objection à la politique israélienne ont longtemps permis à Israël de maintenir un régime que les groupes de défense des droits de l'homme, les universitaires, les analystes juridiques et les organisations palestiniennes et israéliennes ont qualifié d'apartheid.



La liste des plus de mille signataires figure sur le site de la revue <https://www.nplusonemag.com>

tence même du peuple palestinien à la haine des juifs dans le monde entier.

Dans sa propagande destinée à ses propres citoyens et à l'Occident, le gouvernement israélien affirme que les griefs des Palestiniens ne portent pas sur la terre, la mobilité, les droits ou la liberté, mais sur l'antisémitisme. Ces dernières semaines, les dirigeants israéliens ont continué à instrumentaliser l'histoire du traumatisme juif pour déshumaniser les Palestiniens. Pendant ce temps, des Israéliens sont arrêtés ou suspendus de leur emploi pour avoir publié sur les réseaux sociaux des messages défendant Gaza. Les journalistes israéliens craignent les conséquences d'une critique de leur gouvernement.

Caractériser toutes les critiques d'Israël comme antisémites revient également à faire l'amalgame entre Israël et l'ensemble du peuple juif dans l'imaginaire populaire. Au cours des deux dernières semaines, nous avons vu des Démocrates et des Républicains verrouiller l'identité juive sur la base du soutien à Israël. Une lettre vague signée par des dizaines de personnalités et publiée le 23 octobre prenait le positionnement du président Biden, qui se présente comme

un défenseur du peuple juif sur la base de son soutien à Israël.

Lorsque le 92NY a reporté un événement avec l'auteur Viet Thanh Nguyen, qui avait récemment signé une lettre appelant à la fin des attaques israéliennes sur Gaza, sa déclaration a commencé par mettre en avant son identité en tant qu'"institution juive". Comme d'autres l'ont fait remarquer, les outils permettant d'historiciser les attaques du 7 octobre sont considérés comme une répudiation de la souffrance juive plutôt que comme nécessaires pour comprendre et mettre fin à cette violence.

L'idée que toute critique d'Israël est antisémite étend la vision des Palestiniens, des Arabes et des Musulmans comme intrinsèquement suspects, agents de l'antisémitisme jusqu'à ce qu'ils disent explicitement le contraire.

Depuis le 7 octobre, les journalistes palestiniens sont confrontés à une répression sans précédent. Un citoyen palestinien d'Israël a été licencié de son emploi dans un hôpital israélien pour un post Facebook datant de 2022 qui citait le premier pilier de l'islam. Les dirigeants européens ont interdit les manifestations en faveur de la Palestine et criminalisé l'affichage du drapeau palestinien. A Londres, un hôpital a récemment retiré des œuvres d'art réalisées par

des enfants de Gaza après qu'un groupe pro-israélien a affirmé que ces œuvres donnaient aux patients juifs le sentiment d'être "vulnérables, harcelés et victimisés". D'une manière ou d'une autre, même les œuvres d'enfants palestiniens ont été accompagnées d'une hallucination de violence. Les dirigeants américains se sont réjouis de cette occasion d'associer encore davantage la sécurité des Juifs

au financement militaire inconditionnel et inébranlable d'Israël, qui n'a aucune intention de faire la paix. Le 13 octobre, le département d'Etat américain a diffusé une note interne invitant les fonctionnaires à ne pas utiliser le langage de la "désescalade/du cessez-le-feu", de la "fin de la violence/ de l'effusion de sang" ou du "rétablissement du calme". Le 25 octobre, Joe Biden a mis en doute le nombre de morts palestiniens et l'a qualifié de "prix" de la guerre menée par Israël. Cette logique cruelle continuera à alimenter l'antisémitisme et l'islamophobie. Le département de la sécurité intérieure se prépare à une augmentation attendue des crimes de haine contre les Juifs et les Musulmans – elle a déjà commencé.

Pour chacun d'entre nous, l'identité juive n'est pas une arme à brandir dans une lutte pour le pouvoir étatique, mais une source de sagesse générationnelle qui dit : *"La justice, la justice, tu la poursuivras"*. *"Tzedek, tzedek, tirdof."* Nous nous opposons à l'exploitation de notre douleur et au silence de nos alliés.

Nous appelons à un cessez-le-feu à Gaza, à une solution pour le retour en toute sécurité des otages à Gaza et des prisonniers palestiniens en Israël, et à la fin de l'occupation israélienne en cours. Nous appelons également les gouvernements et la société civile aux Etats-Unis et dans tout l'Occident à s'opposer à la répression du soutien à la Palestine.

Nous refusons que ces demandes urgentes et nécessaires soient réprimées en notre nom. Lorsque nous disons "plus jamais ça", nous le pensons vraiment.

Antisémitisme et antisionisme

Une contribution de **Fred Kamerlinck**

Une confusion visant ceux qui s'opposent à la politique d'Israël

L'initiative d'un sénateur LR Stéphane Le Rudulier, une proposition de loi visant à pénaliser l'antisionisme a été déposée le 10 octobre 2023. Ce sénateur s'était précédemment illustré en dénonçant « une cinquième colonne du terrorisme palestinien en France » et appelait à la dissolution de La France insoumise.

Outre que cette pénalisation représenterait un véritable délit d'opinion en interdisant toute critique à l'égard de la politique menée par Israël, elle entretient la confusion entre antisémitisme et antisionisme. Cette confusion et cette stigmatisation mise en œuvre par Macron et ses séides constituent une opération politique visant à apporter un « soutien inconditionnel » au gouvernement d'extrême-droite israélien de Netanyahu et à combattre tous ceux qui aujourd'hui agissent pour le cessez-le-feu en Palestine et en Israël et qui, au-delà, militent pour la reconnaissance des droits du peuple palestinien.

D'emblée rappelons que l'antisémitisme, tout comme le racisme ou la xénophobie, n'ont pas leur place dans le mouvement ouvrier... et nous pouvons faire nôtre les propos de Lénine en 1919: « Honte à ceux qui sèment la haine contre les juifs (...). Seuls des gens complètement ignorants, complètement

abrutis peuvent croire les mensonges et les calomnies déversées contre les Juifs. » Et reprendre à notre compte la phrase de Jean Jaurès: « C'est qu'au fond, il n'y a qu'une seule race: l'humanité. »

Le raccourci qui consiste à considérer comme « antisémites » ceux qui vont émettre des critiques à l'égard de l'Etat d'Israël ou dénoncer la politique du gouvernement israélien en particulier à l'égard des Palestiniens est totalement injustifié...

Pétain contre l'héritage de la révolution française

Rappelons que ce sont les mouvements d'extrême droite, antirépublicains, catholiques, nationalistes qui, en France, ont exprimé un antisémitisme politique violent. Celui-ci culminera avec les dispositions

C'est au nom de la lutte contre l'antisémitisme, dans l'acception la plus large du mot, que l'on doit combattre pour la reconnaissance des droits du peuple palestinien.

prises par le gouvernement de collaboration de Pétain avec l'Allemagne nazie. Ces mesures sont mises en œuvre dès l'été 1940, quelques semaines à peine après la défaite française et l'instauration de l'Etat français et représenteront un antisémitisme d'Etat, administrativement et politiquement organisé et appliqué. Cette politique antisémite du gouvernement collaborationniste de Pétain s'inscrivait complètement dans la haine de la Révolution française et le

rejet de la République. C'est d'ailleurs la Révolution française qui a permis aux Juifs d'accéder à la pleine citoyenneté, en opposition avec les discriminations et les persécutions dont ils ont été victimes du Moyen-Age jusqu'au dix-huitième siècle: le 27 septembre 1791, l'Assemblée constituante vote la loi qui accorde la pleine égalité des droits pour les Juifs et il faut donc retenir que c'est le processus révolutionnaire qui a permis cette émancipation des Juifs en France.

Après-guerre, une nouvelle dimension émotionnelle

Aujourd'hui, les héritiers de ces courants politiques antisémites, en particulier le RN ou Reconquête, font partie du chœur (qui va de l'extrême-droite au PS et au PC en passant par la macronie et LR) qui apporte un soutien inconditionnel à la politique guerrière du gouvernement d'extrême-droite israélien et dénonce virulemment les « islamogauchistes » qui se prononcent pour l'arrêt immédiat des combats et pour la reconnaissance des droits pour le peuple palestinien.

C'est un fait que, après la Shoah et l'extermination de six millions de Juifs européens, la question juive a pris une dimension émotionnelle importante et c'est aussi un fait que certains politiques jouent aujourd'hui sur cette dimension pour, au nom du refus de l'antisémitisme, soutenir la politique de l'Etat d'Israël. Au lendemain de la Shoah, les thèses sionistes sont évidemment perçues différemment.



Des réfugiés palestiniens, en Cisjordanie, en 1948.

Une politique colonialiste à l'origine de l'Etat d'Israël...

Pour les Palestiniens, la proclamation de l'Etat d'Israël, c'est la Nakba (la catastrophe). Dès la première guerre de 1948-1949, le gouvernement israélien de Ben Gourion mène la terreur à l'égard des Palestiniens et organise leur expulsion de leurs terres historiques. Selon l'historien israélien Benny Morris, l'objectif du plan décidé par Ben Gourion en mars 1948 « était de nettoyer le territoire futur de l'Etat juif de toutes les forces hostiles ou potentiellement hostiles ». Ainsi les dirigeants d'un kibboutz (celui de Mishmar Haemek en Galilée), militants de l'Hachomaer Hatzair (sioniste socialiste), viennent voir Ben Gourion pour lui dire qu'« il est impératif d'expulser les Arabes et de brûler leurs villages ».

...contestée en Israël même

En mai 1948, Aharon Cohen, un des dirigeants du Mapam (parti socialiste « marxisant » issu de la fusion de différents mouvements sionistes de gauche) affirme: « Une expulsion délibérée des Arabes se déroule (...). D'autres peuvent se réjouir - moi en tant que socialiste, j'ai honte et je suis effrayé (...). En gagnant la guerre et en perdant la paix, l'Etat d'Israël (...) vivra sur son épée. »

Et le ministre de l'Agriculture du jeune Etat, Aharon Zisling (également membre du Mapam), horrifié par la tournure des événements et la politique de destructions, d'expulsions et de massacres, fait une déclaration prémonitrice: « Des centaines de milliers d'Arabes déposés (...) grandissent dans la haine et nous ferons la guerre à travers tout

le Moyen-Orient (...). Ils porteront dans leur poitrine le désir de revanche, d'indemnisation et de retour. » Et il précisera un peu plus tard: « Ce qui est en cours blesse mon âme, celle de ma famille et celle de nous tous (...). Maintenant les Juifs aussi se conduisent comme des nazis et mon être entier est ébranlé... ».

Pour le cessez-le-feu et la reconnaissance des droits du peuple palestinien

Les problèmes posés en 1948 se sont dramatiquement amplifiés. Les bombardements sur Gaza nous le démontrent hélas! Le soutien à la politique guerrière et génocidaire du gouvernement israélien ne peut se camoufler derrière la condamnation de l'antisionisme comme avatar contemporain de l'antisémitisme. Au contraire, c'est au nom de la lutte contre l'antisémitisme, dans l'acception la plus large du mot, que l'on doit combattre pour la reconnaissance des droits du peuple palestinien, ce qui, à l'instant présent, passe par la revendication urgente de cessez-le-feu immédiat, mot d'ordre repris jusqu'en Israël même. Rappelons-nous les mots de l'écrivain palestinien Emile Habibi en 1996: « Nous avons le droit d'exiger qu'on ne dissimule pas le passé, qu'on ne le falsifie pas. Notre peuple arabe palestinien a été, et est toujours, la principale victime de ce conflit sanglant. Il n'est pas possible de construire une paix durable sur l'inversion historique, en présentant la victime comme le bourreau, l'opresseur et l'agresseur. »

* Cités dans *Le Pêché originel d'Israël*, de Dominique Vidal (Les éditions de l'atelier, 1998).

Le sionisme et le mouvement socialiste juif

Le sionisme est souvent présenté comme une réponse à l'antisémitisme qui se développe en Europe au cours du XIX^e siècle. C'est à la suite de l'affaire Dreyfus que Theodor Herzl (qui suivait l'événement pour un journal autrichien) publie en 1896 *Der Judenstaat (L'Etat des Juifs)* et organise en 1897 le premier congrès sioniste à Bâle (Suisse). Si le projet sioniste trouve un écho auprès des gouvernements des puissances impérialistes, en particulier le gouvernement britannique qui hérite du mandat sur la Palestine avec la Première Guerre mondiale, il en va autrement parmi les populations juives d'Europe, surtout chez celles qui subsistent le plus l'antisémitisme en Russie et en Europe centrale. Victimes des pogroms et des discriminations, de nombreux Juifs sont amenés à émigrer... vers le Nouveau Monde... plus que vers la Terre Promise: entre 1881 et 1925, plus de 3 millions et demi de Juifs quittent l'Europe orientale, 2 650 000 vont aux USA, 210 000 en Grande-Bretagne, 150 000 en Argentine, 100 000 en France... Et, dans le même temps, l'émigration vers la Palestine ne concerne qu'à peine 100 000 personnes, et encore faudrait-il distinguer ceux qui émigrent

par adhésion au sionisme de ceux, certainement plus nombreux, qui fuient les persécutions.

La question sioniste est avant tout un débat qui, entre 1920 et 1940, va concerner essentiellement les communautés juives d'Europe centrale aspirant à l'émancipation nationale. Ainsi un des dirigeants du Bund (l'Union générale des travailleurs juifs, parti politique juif socialiste et laïque qui a existé en Europe centrale et en Russie entre 1897 et 1949), Emmanuel Szerer, écrivait en 1930 dans un ouvrage intitulé *Le Socialisme et le Sionisme* que cette aspiration se confrontait sous deux formes: le nationalisme avec le sionisme et le socialisme.

« Le sionisme s'est transformé, au fil des ans, en un allié ouvert de notre ennemi juré: l'antisémitisme. »

Et Szerer constatait que « le rapport du prolétariat juif organisé est on ne peut plus clair et catégorique depuis longtemps: son immense majorité rejette toutes les conceptions sionistes, qu'elles soient ouvertement bourgeoises ou "socialistes", en apparence. » De son côté un autre bundiste, Wiktor Alter, dénonçait en 1928, dans un article intitulé *Sur le mouvement socialiste juif*, le sionisme de manière catégorique: « Le sionisme est devenu l'idéologie de la bourgeoisie réactionnaire juive qui lutte pour ses positions sociales. » Et Henryk

Erlich, en polémiquant avec Vladimir Jabotinsky, le leader des sionistes révisionnistes (courant fascisant du sionisme), considérait le sionisme comme un nationalisme réactionnaire: « Non, nous ne sommes pas un peuple élu, et notre nationalisme juif est tout aussi laid, tout aussi honteux et possède la même inclination pour le débridement fasciste que le nationalisme de tous les autres peuples. »

Dans le conflit naissant entre Juifs et Arabes en Palestine au tournant des années 1930, c'est pour la population palestinienne que le Bund prend fait et cause.

Alors, face au débat actuel qui prétend que les antisionistes sont des antisémites cachés, les militants du Bund (qu'on ne peut pas taxer d'antisémitisme) avaient déjà répondu il y a 90 ans. De manière prémonitrice, Henryk Erlich écrivait en 1938: « Le sionisme s'est transformé, au fil des ans, en un allié ouvert de notre ennemi juré: l'antisémitisme. Le sionisme a de fait toujours puisé sa substance dans les exactions contre la population juive et dans la réaction dans son ensemble. Au cours des quarante ans d'existence du sionisme, la règle suivante a toujours été en vigueur: plus il fait sombre dans le monde, plus la demeure du sionisme est lumineuse; plus les choses vont mal pour les Juifs, mieux elles se portent pour le sionisme. »